



Faire de l'agriculture un actif géostratégique essentiel pour l'Europe

Comment faire travailler ensemble les tenants d'une intensification durable et les défenseurs de l'agroécologie ? En s'appuyant sur des faits scientifiques, une vision partagée et une réorganisation des chaînes de valeur, Pierre-Marie Aubert propose de mieux appréhender un changement nécessaire.

Le coup d'envoi des négociations européennes sur le budget a été donné en février dernier par la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Très vite, la question de la part du budget agricole dans l'équation est revenue sur la table : sera-t-il amputé pour faire face à d'autres dépenses ? De combien ? Il faut dire que le budget de la politique agricole commune représente encore près de 30 % du budget européen (un peu moins de 20 % si l'on tient compte des 1 000 milliards du plan de relance post-Covid, financé grâce à un emprunt

commun). Dans ce contexte, nombreux sont les acteurs à (se) demander : quel est le projet européen pour l'agriculture qui justifie un tel niveau de dépenses ?

Si la Commission européenne a présenté le 19 février dernier une « *Vision pour l'agriculture et l'alimentation* », celle-ci avance dans plusieurs directions afin de donner des gages à des États et des parties prenantes aux attentes très hétérogènes. Il faut dire que les enjeux sont nombreux, et bien malin qui peut aujourd'hui assurer avoir un projet « clé en main » pour les tenir tous ensemble.

Qu'on en juge : il s'agit d'assurer un revenu décent au monde agricole, de fournir des emplois dans des territoires ruraux menacés de déclin, en proposant une alimentation saine et accessible à tous les citoyens et consommateurs français. Sans oublier de contribuer aux équilibres alimentaires mondiaux, en donnant les moyens à l'agriculture française – et avec elle européenne – de s'adapter aux changements environnementaux en cours... tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre, et en contribuant à la reconquête de la biodiversité dont elle dépend. Rien que cela !

Le tout, alors que depuis les trois-quatre dernières années, le débat sur les questions agricoles et alimentaires tend à se polariser à l'extrême, se cristallisant notamment autour d'une question centrale : « *Pour résoudre tous ces défis, faut-il, et peut-on, produire plus ? Sinon, quelles sont les alternatives ?* ».

Travailler ensemble

Dans le livre « *Vers un nouveau modèle agricole – Quelle transition pour la France et l'Europe* » publié en février 2025 aux éditions Odile Jacob, j'explore les atouts et limites de deux positions qui semblent aujourd'hui irréconciliables. Entre, d'un côté les tenants d'une intensification (durable), pour qui la France peut et doit produire plus pour répondre simultanément à tous ces défis, tout en améliorant l'efficacité de sa production par la technologie et de l'autre ceux qui plaident pour une transition agroécologique, qui posent comme priorité la

